



# **LES INTERRELATIONS ENTRE LE MILIEU DE LA SANTÉ ET DE L'ÉCONOMIE DANS LES COMMUNAUTÉS DE LANGUES OFFICIELLES EN SITUATION MINORITAIRE**

*Un mémoire présenté par le Réseau de  
développement économique et  
d'employabilité du Canada (RDÉE Canada)  
auprès du Comité sénatorial permanent des  
langues officielles*

RDÉE Canada  
1 rue Nicolas, Bureau 606  
Ottawa, ON  
K1N 7B7  
[info@rdee.ca](mailto:info@rdee.ca)

**RDÉE**  
Canada



**Les interrelations entre le milieu de la santé et de l'économie dans les communautés de langues officielles en situation minoritaire**

Un mémoire présenté par le Réseau de développement économique et d'employabilité du Canada (RDÉE Canada) auprès du Comité sénatorial permanent des langues officielles

Octobre 2024

**Équipe de rédaction :**

Yan Plante, Président-directeur général

Nicolas Roussy, Directeur des relations gouvernementales et externes

Jean-François Parent, Gestionnaire de la recherche et de l'analyse des politiques publiques

## Table des matières

<b>Sommaire exécutif .....</b>	<b>4</b>
<b>Message de la Présidence-direction générale .....</b>	<b>5</b>
<b>Présentation du RDÉE Canada .....</b>	<b>6</b>
<b>Mot d'introduction .....</b>	<b>7</b>
<b>Les principaux enjeux reliés à l'économie de la santé .....</b>	<b>9</b>
<b>Exploration de données probantes portant sur l'économie de la santé auprès des communautés de langues officielles en situation minoritaire .....</b>	<b>13</b>
<b>Recommandations officielles .....</b>	<b>16</b>
<b>Conclusion .....</b>	<b>19</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>20</b>
<b>Annexes .....</b>	<b>23</b>

## **Sommaire exécutif**

Ce mémoire, présenté au Comité sénatorial permanent sur les langues officielles, vise à donner un état des connaissances portant sur les interrelations entre le milieu de la santé et l'économie des communautés de langues officielles en situation minoritaire (CLOSM) au pays, plus particulièrement dans une lunette francophone. Le document souligne notamment l'importance du secteur de la santé dans le tissu économique national, propose quelques données probantes et faits saillants, témoigne des divers enjeux présents dans nos communautés, et propose des recommandations afin de pallier à diverses dynamiques, dont en particulier les pénuries de main-d'œuvre dans plusieurs professions et sous-secteurs, les questions reliées au financement public entourant les organismes de la société civile œuvrant pour une offre active de services de santé en français, la stimulation de l'entrepreneuriat dans le domaine de la santé en français, et bien plus.

## **Message de la Présidence-direction générale**

Au nom du RDÉE Canada, nous saluons la volonté du gouvernement du Canada ainsi que du Sénat de s'intéresser à la question du lien entre le domaine de la santé et de l'économie dans les communautés de langues officielles en situation minoritaire. En effet, nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une question importante, et peu soulevée dans l'actualité, sauf dans des cas exceptionnels comme par exemple la crise entourant l'Hôpital Montfort à la fin des années 1990, et qui, bien entendu, mérite une attention particulière.

Comme vous le savez, nous traversons une période économique difficile, comportant un nombre croissant de dynamiques interreliées. Notons par exemple des difficultés au niveau de la pénurie de main-d'œuvre dans plusieurs professions et métiers, des difficultés reliées à la rétention du personnel, l'inflation et l'augmentation du coût de la vie, des difficultés de financement public pour les organismes de soutien dans la francophonie minoritaire, le rattrapage important qui se doit d'être opéré dans la disponibilité des programmes en français en situation minoritaire dans le domaine de la santé, et bien plus. Tous ces facteurs n'agissent pas en silos, mais sont interconnectés, et s'alimentent mutuellement.

Nous espérons que le présent mémoire aidera à mieux comprendre les besoins ressentis par nos communautés, permettra de mettre en lumière une analyse économique de la situation, et permettra aux décideurs politiques de prendre les décisions appropriées afin de s'assurer de la santé et de la prospérité des communautés francophones et acadiennes partout au pays. Ce document concentre non seulement nos propres observations, mais comporte également les constatations de nos membres sur le terrain.

Qu'il s'agisse de créer, de faire croître, de vendre ou d'acheter une entreprise, dans le domaine de la santé ou autres, de favoriser la création d'opportunités d'emplois, de développer de nouveaux marchés, d'amplifier des marchés existants ou d'investir dans la mise au point de nouveaux produits et services ainsi que la recherche et le développement, les communautés francophones et acadiennes du Canada offrent aux entrepreneurs, aux porteurs de projets et aux investisseurs un éventail d'opportunités pour construire l'avenir. Cet avenir passe inévitablement par des communautés en santé. Le RDÉE Canada souhaite ainsi jouer un rôle de premier plan, de concert avec des organismes nationaux et provinciaux spécialistes des questions de santé publique, afin de s'assurer que nous disposons d'une économie dans le secteur qui soit fort, et qui est tournée à la fois vers le présent et l'avenir.

Yan Plante

Président-directeur général du RDÉE Canada

## **Présentation du RDÉE Canada**

Reconnu pour son expertise dans les domaines de l'entrepreneuriat, le développement économique communautaire ainsi que l'employabilité, le Réseau de développement économique et d'employabilité du Canada (RDÉE Canada) est un organisme à but non lucratif qui œuvre depuis plus de 27 ans pour favoriser le développement économique des communautés francophones et acadiennes en situation minoritaire en appuyant les actions collectives de ses membres et en assurant un leadership national basé sur la collaboration et les partenariats.

Le RDÉE Canada œuvre à travers le pays grâce à son Réseau national, composé de douze membres répartis dans chaque province et territoire à l'exception du Québec. Ce Réseau veille notamment à créer les conditions propices à une économie nationale solide et durable.

Site web : <https://rdee.ca/>

## Mot d'introduction

L'insertion du domaine de la santé dans le tissu économique des communautés de langues officielles en situation minoritaire (CLOSM), particulièrement auprès des communautés francophones et acadiennes, est une question qui a souvent suscité peu d'intérêt dans les débats médiatiques, sociaux et politiques. Pourtant, il s'agit d'une question importante qui mérite une attention toute particulière. Après tout, la santé d'une communauté en informe son économie, et vice versa.

Récemment, diverses mesures ont été adoptées afin de faire face à plusieurs dynamiques particulières touchant l'économie de la santé. Par exemple, pour ce qui est de la main-d'œuvre, l'adoption de bonnes pratiques issues de projets pilotes fait lentement des vagues. Le gouvernement de l'Ontario a apporté récemment des modifications au Programme ontarien des candidats à l'immigration (POCI) afin d'accroître la main-d'œuvre dans le secteur des soins de santé, d'augmenter le nombre de professions admissibles au volet Compétences recherchées et de protéger les nouveaux arrivants contre la fraude en matière d'immigration. Ces modifications permettent de remédier aux pénuries de main-d'œuvre dans divers sous-secteurs clés, notamment celui de la santé. En particulier, le programme d'immigration économique de la province de l'Ontario exemptera désormais les infirmières et infirmiers inscrits à l'Ordre des infirmières et infirmiers de l'Ontario dans les catégories désignées et se trouvant dans le bassin Entrée express, de l'obligation de fournir un diplôme de baccalauréat pour être admissibles au volet Priorité. Ce changement créera des voies supplémentaires pour que les infirmières et les infirmiers formés à l'étranger reçoivent la désignation au titre du programme, permettant ainsi à l'Ontario d'augmenter les effectifs de la santé et de répondre aux besoins de la population ontarienne. Le POCI augmente également le nombre de professions admissibles au volet Compétences recherchées de la catégorie Offre d'emploi de 22 à 56 ans<sup>1</sup>.

Au Nouveau-Brunswick, les pénuries de main-d'œuvre d'infirmières/infirmiers ont forcé la main du gouvernement provincial, qui a autorisé de façon temporaire que les étudiantes et étudiants puissent passer le test québécois pour la profession. La province a changé dans les dernières années son test pour l'examen NCLX, un test qui défavorise directement les professionnels francophones - une baisse dramatique du taux de succès des étudiants francophones a mené à une réduction dans le nombre d'infirmiers/infirmières francophones dans la province.

À l'Île-du-Prince-Édouard, le Réseau santé en français Î.-P.-É. a travaillé avec ses partenaires pour explorer la possibilité d'encourager la mobilité de main-d'œuvre francophone en santé entre le Québec et l'Île. Le Québec détient des ententes avec la France, par exemple, qui vise la reconnaissance des titres de compétences. Ultiment, l'enjeu de la reconnaissance des titres de compétences demeure entier à l'extérieur du Québec. Avant de pouvoir débiter la formation d'appoint visant à obtenir une reconnaissance des diplômes étrangers, les candidats doivent passer des tests d'anglais. Cette barrière d'entrée décourage bon nombre d'immigrants francophones ayant de l'expérience comme professionnel de la santé. Les

---

<sup>1</sup> Gouvernement de l'Ontario, Salle de Presse : <https://news.ontario.ca/fr/release/1004804/ontario-elargit-les-voies-dacces-pour-les-nouveaux-arrivants-travaillant-dans-le-domaine-de-la-sante>.

compétences langagières en anglais devraient plutôt être évaluées à la fin de la formation et être développée comme une compétence professionnelle, et non comme le prix d'entrée.

Des avancées notoires ont été faites dans les dernières années, tel que par exemple la reconnaissance du fait que la santé est maintenant explicitement reconnue comme un secteur essentiel de la vitalité des CFMS dans la Loi sur les langues officielles (LLO) modernisée de juin 2023. Toutefois, bien du chemin reste encore à parcourir.

Dans un autre ordre d'idées, sur la question fiscale, dans le cadre du dernier Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028, le gouvernement du Canada a procédé à une indexation du financement du Programme pour les langues officielles en santé, chiffrée maintenant à 8 millions de dollars sur 5 ans, et ce pour la bonification du financement de base des organismes œuvrant auprès des CLOSM. Cette indexation permet à ces communautés de mener des activités essentielles à l'amélioration de l'accès aux services de santé pour ces communautés dans la langue officielle de leur choix<sup>2</sup>.

L'adoption de ce genre de mesures, de ces bonnes pratiques, politiques et opportunités de financement public n'est malheureusement pas standardisée à travers le pays, et différentes provinces ont des réalités économiques et sociales à géographie variable. Les besoins des communautés francophones en situation minoritaire sont ainsi adressés dans une diversité de contextes. Des questions reliées aux dépenses en santé, aux réalités terrain, au cadre législatif et bien d'autres facteurs contribuent à faire de cet objet d'étude une question complexe et en constante évolution. Comment faire la part des choses, et comprendre le portrait d'ensemble ?

Ce mémoire vise ainsi à explorer les interactions entre le domaine de la santé et de l'économie des CLOSM, et ce en identifiant les principaux enjeux, en explorant quelques données probantes, et en proposant des pistes de solutions via des recommandations officielles basées sur les observations terrain de notre organisme. Au terme des présentes pages, nous souhaitons pouvoir enrichir la compréhension des membres du Comité sénatorial permanent sur les langues officielles des subtilités entourant les interrelations entre ces deux objets d'étude, et en proposant des solutions qui sont pratiques et soutenables sur le long terme, et qui agissent d'abord et avant tout pour le bien-être de nos communautés francophones et acadiennes partout au pays.

---

<sup>2</sup> Gouvernement du Canada, Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028 : Protection-promotion-collaboration : <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/services/langues-officielles-bilinguisme/plan-action-langues-officielles/2023-2028.html#a12j>



## Les principaux enjeux reliés à l'économie de la santé

Dans un sondage commandé par le RDÉE Canada et administré par la firme Pollara au cours de la période printemps-été 2024, nous avons été en mesure de quantifier différentes préoccupations partagées par l'ensemble des communautés francophones et acadienne en situation minoritaire au pays<sup>3</sup>. Parmi les enjeux soulevés, notons au passage les éléments suivants :

- À la question portant sur la protection des acquis des CFSM, 41 % des répondants affirment se sentir peu ou pas du tout protégés ;
- À la question portant sur la perception de l'avenir des communautés francophones et acadienne au pays, plus de 61 % des répondants se disent ni optimiste, ni pessimiste ou plutôt pessimiste ou très pessimiste ;
- Une pluralité (41 %) des francophones vivant en situation minoritaire se trouve dans une situation financière précaire ;
- Cette précarité financière atteint 67 % pour les plus de 75 ans, 56 % pour ceux âgés de 55 à 75 ans et 45 % parmi les femmes ;
- Seulement 31 % estiment que les choses s'amélioreront dans les 12 prochains mois et 35 % pensent que cela va empirer ;
- Le coût élevé de la vie domine la liste des inquiétudes de ce groupe (67 %) ;
- Une proportion élevée des répondants (41 %) souhaiterait que le gouvernement fédéral en fasse plus en termes de soutien au développement économique de leur communauté ;
- **Une proportion significative des francophones en situation minoritaire exprime des difficultés à accéder à des services de santé et sociaux (40 %) ;**
- Une très forte majorité (82 %) estime qu'il est essentiel d'avoir des entreprises francophones pour assurer la survie de la langue française dans leurs régions ;
- **Deux tiers des répondants (64 %) estiment qu'il y a une pénurie de main-d'œuvre francophone dans leur communauté, et particulièrement dans le domaine de la santé (56 %).**

Ces données permettent d'identifier certaines dynamiques de bases reliées à l'accessibilité des services en français et des préoccupations reliées à des déterminants sociaux de la santé (dont le revenu, l'accès à un emploi, etc.) et l'avenir de nos communautés. Ces données reflètent d'ailleurs un nombre de constats partagés par d'autres sources d'informations et par d'autres organismes de la francophonie canadienne.

Au-delà des données contenues dans le sondage, le RDÉE Canada a identifié les principaux enjeux inhérents au secteur de la santé, omniprésents dans la réalité économique des communautés francophones au pays :

---

<sup>3</sup> RDÉE Canada et Pollara, 2024 : [https://rdee.ca/wp-content/uploads/Sondage\\_RDÉE\\_Pollara\\_Juin2024.VP\\_.pptx.pdf](https://rdee.ca/wp-content/uploads/Sondage_RDÉE_Pollara_Juin2024.VP_.pptx.pdf)

## **1. Disponibilité du financement public :**

Il est prioritaire pour le développement et le renforcement des communautés de langues officielles en situation minoritaire d'investir adéquatement dans l'infrastructure de soins de santé d'une part, y compris les instituts, les laboratoires et les installations de recherche dans les centres hospitaliers ainsi que les établissements de soins de longue durée, afin de permettre d'améliorer la capacité de soins axés sur le patient et de remédier au surpeuplement, de renforcer la capacité de pointe et d'améliorer la qualité des soins. D'autre part, il est plus que crucial de veiller au bon financement des organismes de la société civile qui encadrent le travail des installations du domaine de la santé, et particulièrement les organismes francophones en contexte minoritaire. Ces derniers souffrent la plupart du temps d'un manque de ressources adéquates afin de pallier aux différents besoins émergents des communautés, comme en témoigne le rapport de la Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA) du Canada portant sur la santé des organismes au pays,

## **2. Dynamiques démographiques et pression accrue sur le système de santé national**

Les plus récentes projections démographiques publiées par Statistique Canada démontrent un accroissement substantiel de la population au cours des prochaines décennies. Entre autres, selon les divers scénarios de projection, la population canadienne, estimée à 40,1 millions de personnes en 2023, continuerait de croître au cours des prochaines décennies pour se chiffrer entre 47,1 millions et 87,2 millions en 2073. Selon le scénario de croissance moyenne (M1), la population canadienne atteindrait 62,8 millions de personnes en 2073<sup>4</sup>. Cette augmentation de la population entraînera assurément une pression supplémentaire sur l'offre de soins de santé. Il est donc crucial de tenir compte de l'offre active de services en français dans ce contexte de croissance démographique continue, et d'assurer la continuité des services.

## **3. Manque de données et manque de compréhension sur les enjeux spécifiques reliés aux CLOSM**

Il existe à l'heure actuelle un manque considérable de compréhension profonde de la situation de santé des CLOSM au pays, ainsi que des déterminants socio-économiques qui s'y rattachent. Il s'agit d'un constat partagé également par la Société santé en français. Des efforts soutenus devraient être déployés afin de cataloguer, analyser et publier les données portant sur la santé des communautés francophones et acadiennes au pays, et ce afin de permettre aux chercheurs.euses de proposer des recommandations adaptées aux divers contextes à travers les ensembles géographiques. Entre autres, il est possible de segmenter ce point en deux sous-ensembles, soit :

### **a) Données portant sur l'identification des individus nécessitant un service en français dans les différentes provinces et territoires**

---

<sup>4</sup> Statistique Canada, Le Quotidien : Projections démographiques pour le Canada, les provinces et les territoires, 2023 à 2073, 24 juin 2024 : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/240624/dq240624b-fra.htm>

Quelques initiatives pilotes ont été menées au cours des récentes années portant sur un meilleur accès aux services en santé pour les CFSM. Notons au passage l'exemple suivant :

**Projet pilote à l'Île-du-Prince-Édouard :** Le Réseau Santé en français de l'Île du Prince Édouard a entrepris une étude permettant d'identifier les régions où s'exécute un recrutement actif et permettant de mieux préparer la pleine intégration économique et sociale des personnes nouvellement arrivées dans ces régions, avant même leur arrivée. Cette étude se construit essentiellement par l'identification des obstacles potentiellement rencontrés par les nouvelles personnes arrivantes dans leur recherche d'emploi. L'identification des obstacles permet alors de développer un projet-pilote de mise à niveau en soins infirmiers qui répond aux exigences des ordres professionnels. À la suite de l'évaluation du projet-pilote, la création d'un programme complet qui peut être répliqué est prévue. Le tout, accompagné d'une évaluation finale en dernière année. Ce projet est en cours à l'heure actuelle, et se terminera en 2025.

Or, bien que ce type de projets ait rencontré un certain taux de succès, ces mesures n'ont pas été adoptées de façon systématique à travers les différentes provinces et territoires. Il y a donc lieu de s'interroger sur les manquements en termes d'offres de services.

#### **b) Données portant sur la disponibilité et la répartition des services dans les CFSM**

À l'heure actuelle, il existe encore un flou quant à l'exactitude des données portant sur la disponibilité et la répartition des services en français offerts dans le milieu de la santé, que ce soit en milieu hospitalier, dans les cliniques privées, dans l'offre générale de médecine ou encore dans tous services connexes. L'offre de services en français se présente de façon inégale sur l'ensemble du territoire canadien et est tributaire à une multiplicité de facteurs, dont la non-standardisation d'offres linguistiques précises dans plusieurs provinces et territoires, la disponibilité du personnel qualifié dans les établissements, le recrutement et le maintien d'une main-d'œuvre bilingue et le passage de mesures proactives en ce sens ainsi que le sous financement. L'accès aux données est encore plus compliqué. Aucune recension complète n'a été menée sur l'offre active de services en français à l'échelon national. Il serait donc important à moyenne échéance de pouvoir entreprendre ce travail important. L'ajout d'une lentille francophone dans tout travail de recherche et d'analyse, ainsi que de construction de programmes et initiatives, serait également une avenue importante à explorer.

#### **4. Les déterminants sociaux et économiques de la santé dans les communautés francophones en situation minoritaire :**

Au-delà de la simple question de la santé des communautés, il existe tout un ensemble de déterminants auxquels les divers ordres de gouvernement, les organismes et la société civile doivent prendre en considération : ce sont les déterminants sociaux et économiques de la santé. Ces déterminants sont d'ailleurs utilisés par l'Agence de santé publique du Canada. Nous souhaitons nous concentrer sur quatre points des 12 déterminants :

- L'emploi et les conditions de travail ;

- l'éducation et la littératie (notamment les questions d'accès à la littératie en santé et la littératie financière) ;
- les expériences vécues pendant l'enfance (notamment via les programmes d'appui fédéraux au financement du secteur de la petite enfance) ;
- l'accès aux services de santé (notamment les questions liées au financement des infrastructures en santé, le transport et la mobilité, ainsi que l'accès en zone rurale et éloignée) ;

Les activités du RDÉE Canada et de son réseau national touchent à trois de ces déterminants en particulier. Ainsi, via nos programmes en petite enfance, à nos services en employabilité et à nos programmes spécialisés en entrepreneuriat, nous offrons aux communautés francophones et acadiennes des possibilités permettant l'optimisation de ces déterminants. Que ce soit via notre participation à Destination Canada : Mobilité, des portails tels que Connexion Employeurs, Passeport entrepreneurial, ou encore via nos activités de recherche et de concertation, les activités du RDÉE Canada s'attaquent à quelques facettes de cette équation. Toutefois, bien du chemin reste encore à opérer, car les moyens sont insuffisants. Il est impératif de prendre en considération l'ensemble de ces déterminants afin d'étudier le portrait de la santé et de l'économie dans les CFMS.

## Exploration de données probantes portant sur l'économie de la santé auprès des communautés de langues officielles en situation minoritaire

Les données suivantes, récoltées auprès de diverses sources, permettent de mieux comprendre certains éléments particuliers reliés à la santé des communautés au pays, et de constater les manques à combler :

### Portrait national :

- Nombre de locuteurs francophones en contexte minoritaire : 2,8 millions d'individus
- Valeur totale des dépenses en santé au pays (2023) : 344 milliards de dollars<sup>5</sup>
- Valeur totale de l'économie des soins dentaires au pays (portion privée) (2023) : 18,4 milliards de dollars<sup>6</sup>
- Contribution totale en soins dentaires du gouvernement fédéral : 13 milliards de dollars sur 5 ans
- Nombre de centres hospitaliers au pays offrant des services en français :

### Santé et main-d'œuvre :

- Postes à combler au total en santé selon Statistique Canada (premier trimestre de 2024) : 93 700
- Nombre exact de postes exacts à pourvoir en santé dans les CLOSM<sup>7</sup> : Inconnu
- Potentiel linguistique à combler dans le secteur de la santé dans les CFMS : 54 %<sup>8</sup>
- Population dans les CFMS pouvant soutenir une conversation en français et travaillant dans le domaine de la santé : 120 650<sup>9</sup>
- Nombre de travailleurs totaux (toutes langues confondues) travaillant dans le domaine de la santé dans les CFMS : 1 027 170<sup>10</sup>
- Pourcentage du nombre de travailleurs totaux travaillant dans le domaine de la santé dans les CFMS pouvant soutenir une conversation en français : 12 %

Professions principales exercées par les travailleurs francophones des CFMS dans le secteur des services de santé selon le code SCIAN<sup>11</sup> :

- 3012 Infirmiers autorisés et infirmiers psychiatriques autorisés ;
- 3413 Aides-infirmiers, aides-soignants et préposés aux bénéficiaires ;

---

<sup>5</sup> Institut Canadien d'information sur la santé : <https://www.cihi.ca/fr/tendances-des-depenses-nationales-de-sante>

<sup>6</sup> Statista : <https://www.statista.com/statistics/436574/private-sector-health-spending-canada-on-professionals-by-type/>

<sup>7</sup> Initiative de recherche au sein des communautés francophones en situation minoritaire pour une main-d'œuvre qualifiée dans les différents secteurs de l'économie canadienne : [https://rdee.ca/wp-content/uploads/Projet-IMT-CFSM-2022-Rapport-final-Volume-I\\_20mai2022.pdf](https://rdee.ca/wp-content/uploads/Projet-IMT-CFSM-2022-Rapport-final-Volume-I_20mai2022.pdf)

<sup>8</sup> Ibid, Tableau 24, page 47

<sup>9</sup> Ibid, Tableau 24, page 47.

<sup>10</sup> Ibid, pages 45 et 47.

<sup>11</sup> Ibid, page 46.

- 3112 Omnipraticiens et médecins en médecine familiale ;
- 3111 Médecins spécialistes ;
- 1414 Réceptionnistes ;
- 1243 Adjointes administratifs médicaux ;
- 3233 Infirmiers auxiliaires ;
- 1411 Employés de soutien de bureau généraux ;
- 4212 Travailleurs des services sociaux et communautaires ;
- 3142 Physiothérapeutes.

#### Entrepreneuriat en santé :

- Investissements fédéraux dans les programmes de soutien à l'entrepreneuriat : Approximativement 750 millions<sup>12</sup>
- Valeur totale du secteur pharmaceutique au pays : 8e marché pharmaceutique en importance dans le monde<sup>13</sup>
- Marché canadien des instruments médicaux : Estimation à 9,47 milliards de dollars en 2022, ce qui représente environ 2,3 % du marché mondial<sup>14</sup>
- Valeur totale de la distribution des entreprises privées en santé au pays : 29 % des dépenses totales en santé au pays
- Investissements totaux en R&D dans le domaine de la santé : 1.5 % du budget total en matière de santé<sup>15</sup>
- Nombre de francophones en contexte minoritaire détenant une entreprise dans le domaine de la santé : Inconnu

#### Autres faits notoires :

- En février 2023, le gouvernement fédéral a conclu avec les provinces et territoires une nouvelle entente qui prévoit un financement supplémentaire de 196,1 milliards de dollars sur 10 ans pour la santé. La dernière fois qu'une entente avait été conclue en matière de soins de santé, dans les années 2000, le taux annuel de croissance des dépenses de santé dépassait les 6 %.
- Le Canada dispose d'un ratio de dépenses de santé par rapport au PIB de 12,3 %<sup>16</sup>.

---

<sup>12</sup> Budget fédéral 2024 : <https://budget.canada.ca/2024/home-accueil-fr.html> (comprends entre autre les dépenses reliées au programme Futurpreneur, aux agences de développement économiques régionales, à Innovation, Sciences et Développement Économique Canada, à l'incitatif aux entrepreneurs canadiens, et diverses autres mesures).

<sup>13</sup> Innovation, Sciences et Développement Économique Canada, Profil de l'industrie pharmaceutique : <https://ised-isde.canada.ca/site/industries-canadiennes-sciences-vie/fr/industries-biopharmaceutique-pharmaceutique/profil-lindustrie-pharmaceutique>.

<sup>14</sup> Innovation, Sciences et Développement Économique Canada, Appareils médicaux : Profil industriel, <https://ised-isde.canada.ca/site/industries-canadiennes-sciences-vie/fr/appareils-medicaux/profil-industriel>.

<sup>15</sup> <https://rc-rc.ca/get-the-facts-research-in-trouble/>.

<sup>16</sup> <https://www.cihi.ca/fr/tendances-des-depenses-nationales-de-sante-2023-analyse-eclair>.

- La hausse des dépenses en matière de santé s'est chiffrée pour la dernière année à plus de 9 milliards de dollars<sup>17</sup>.

Manquements en information à l'heure actuelle :

Bien que nous disposions de données concernant un ensemble de variables au niveau national et au niveau des CLOSM sur une diversité de sujets, certains manquements ont été constatés. Entre autres, les données suivantes ont été laissées sans réponse au cours des dernières années :

- Nombre exact d'entreprises privées francophones et bilingues opérant dans le domaine de la santé en contexte minoritaire
- Valeur totale des contributions directes en santé dans les CLOSM pour l'ensemble des provinces et territoires
- La valeur totale des contributions directes dans les structures d'appui communautaire au domaine de la santé dans les CLOSM
- Le nombre exact de postes à combler dans les CFMS, par province et par territoire, et par type de profession ou corps de métier (classification SCIAN)
- Le calcul du potentiel linguistique non comblé par province et territoire, et par type de profession ou corps de métier (classification SCIAN) pour les professionnels de la santé

Dès lors, bien du chemin reste encore à parcourir. Il est nécessaire d'appuyer les structures communautaires opérant dans le domaine de la santé, les instituts de recherche ainsi que les programmes d'enseignement supérieur dans le domaine de l'économie de la santé afin d'obtenir éventuellement des réponses à ces questions. Le gouvernement canadien a un rôle prépondérant à jouer, en permettant une meilleure compréhension des enjeux, et en allant chercher les données manquantes. Un financement adéquat des organismes représentatifs du secteur de la santé en français au pays, et des organismes de recherche en français, permettrait d'outiller davantage le secteur, et d'aller chercher les données manquantes.

---

<sup>17</sup> Ibid.

## Recommandations officielles

Après les constats partagés au cours des analyses précédentes, il est ainsi possible de recommander officiellement les pistes d'actions suivantes :

### 1. Pallier à la pénurie de main-d'œuvre dans les professions réglementées dans le domaine de la santé par l'établissement d'un mécanisme d'évaluation des compétences simplifié.

L'une des difficultés majeures auxquelles se heurtent notamment les nouveaux arrivants a trait aux mécanismes variés, complexes et non standardisés d'évaluation de leurs compétences. Il s'agit d'un problème documenté en 2006 dans le cadre d'une étude menée par le Consortium national de formation en santé, et qui prévaut toujours en 2024<sup>18</sup>. Les solutions à cet égard engagent donc inévitablement une diversité d'acteurs, dont en particulier les gouvernements fédéral et provinciaux/territoriaux, les associations professionnelles ainsi que les ordres de métiers, les établissements d'enseignement supérieur, les employeurs, les organismes d'aide aux immigrants ainsi que les organisations sectorielles et représentatives des communautés francophones.

Des initiatives pilotes ont permis dans les récentes années de libéraliser davantage l'accès à certaines professions et corps de métiers, grâce notamment à la levée de restrictions et à la simplification de certains procédés administratifs. L'Ontario en ce sens a été novateur. Il serait donc nécessaire d'évaluer la possibilité de répliquer l'adoption de ces pratiques dans d'autres juridictions provinciales et territoriales, et ce afin d'avoir un portrait d'ensemble plus homogénéisé, permettant une plus grande intégration sur le marché du travail de travailleurs. euses francophones.

### 2. Stimuler l'entrepreneuriat dans le domaine de la santé en français :

Pour les entrepreneurs souhaitant se lancer en affaires, une diversité d'outils et de ressources existe dans l'écosystème actuel. Le programme Futurpreneur en est un très bon exemple, fournissant du financement en capital, des ressources d'accompagnement et du mentorat. Toutefois, aucune branche particulière ne finance spécifiquement les entreprises émergentes qui se spécialisent dans le domaine de la santé directement. Nous proposons ainsi la création d'un couloir (*stream* en anglais) de financement des organismes publics liés à l'innovation et à l'entrepreneuriat dédié au domaine de la santé pour les groupes sous-représentés, y compris les communautés francophones en contexte minoritaire. Ce couloir pourrait rassembler des acteurs de premier plan, dont Santé Canada, Innovation, Sciences et Développement Économique Canada ainsi que la BDC, afin de permettre d'encourager des opportunités d'affaires intéressantes pour les communautés au pays.

---

<sup>18</sup> Consortium national de formation en santé et ICRML, 2006 : <https://icrml.ca/fr/recherches-et-publications/publications-de-l-icrml/download/126/8398/47?method=view>



**3. Encourager un financement renforcé des organismes de la société civile œuvrant pour l'offre active de services de santé en français**

L'indexation de 8 millions de dollars contenue dans le PALO 2023-2028 est bien, mais ne suffit pas à satisfaire les diverses demandes et besoins des communautés. Les organismes œuvrant dans la santé, les services sociaux, l'entrepreneuriat et la représentation des communautés francophones et acadienne au pays nécessitent des moyens renforcés afin de pouvoir remplir pleinement leurs missions.

**4. Stimuler la création de programmes de formations spécialisés dans le domaine de la santé en français en milieu minoritaire :**

Dans certaines professions spécialisées, telles que la pharmaceutique, les futurs professionnels sont souvent piégés dans l'impossibilité d'un choix : suivre une formation professionnelle en anglais dans une institution d'enseignement supérieur anglophone, ou encore opérer leurs études au Québec. Le développement de programmes de formations dans certaines professions spécialisées en français en milieu minoritaire permettrait de remédier à la situation, en offrant des programmes adaptés aux besoins des communautés à travers le pays. Ces programmes pourront se réaliser en collaboration avec des institutions francophones reconnues de niveau universitaire et technique.

**5. Stimuler la recherche et l'innovation (R & D) dans le domaine de la santé en français en milieu minoritaire :**

Les investissements totaux en matière de santé, situés à 1,5 % tel que mentionné plus tôt dans ce mémoire, sont parmi les taux les plus bas du G7. Ainsi, des efforts supplémentaires devraient être déployés, notamment auprès des Instituts de recherche en santé du Canada. La création d'un programme de financement de la recherche sur la santé des communautés de langues officielles en situation minoritaire, particulièrement les CFMS, serait plus qu'idéal.

**6. Soutenir l'infrastructure d'investissement dans le développement économique francophone en contexte minoritaire :**

L'une des façons les plus optimales de s'attaquer à certains déterminants sociaux de la santé est de soutenir l'entrepreneuriat et la création d'emplois auprès des groupes minoritaires, y compris les communautés francophones. La possibilité de créer son propre emploi, de fonder une entreprise et de s'émanciper sur le plan financier est gage d'amélioration des conditions socio-économiques des individus concernés. Ainsi, un appui aux structures d'investissements dans le développement économique francophone permet justement de s'attaquer à cette question de fond. Nous recommandons alors un soutien accru aux programmes, initiatives et projets visant un renforcement des structures d'appui au développement économique des CFMS dans les divers ministères et agences fédérales.

## **7. Soutenir davantage les déterminants sociaux de la santé**

Une attention toute particulière devrait être apportée par le gouvernement canadien sur les déterminants sociaux de la santé, y compris l'accès à l'emploi, le contexte économique et social des citoyens et citoyennes, et bien plus encore. La question de la main-d'œuvre, et particulièrement la reconnaissance des compétences obtenues à l'étranger, est une question omniprésente dans les CFSM, qui, si résolue de façon plus substantielle qu'à l'heure actuelle, pourrait permettre une amélioration du contexte économique de bon nombre de Canadiennes et Canadiens.

## **8. Bonifier le Plan d'action sur les langues officielles (PALO) 2023-2028 via des mesures permettant un meilleur soutien pour la santé des communautés francophones et acadiennes, particulièrement dans les zones rurales et éloignées :**

Comme illustré dans le Tableau 2, se retrouvant en annexe au présent mémoire, les mesures contenues dans le PALO 2023-2028 ciblant particulièrement la santé des communautés francophones et acadiennes représentent un pourcentage faible des dépenses totales. Une bonification des programmes en cours permettrait de s'attaquer aux manquements constatés sur le terrain. Une attention particulière pourrait être accordée à diverses mesures permettant de stimuler l'économie de la santé dans les CLOSM comme :

- des investissements stratégiques afin de desservir les zones rurales et éloignées ;
- des investissements permettant d'encourager la création de nouvelles entreprises francophones opérant dans les soins de la santé ;
- à une bonification des programmes des agences de développement économique pour les régions afin de créer des enveloppes destinées aux entreprises opérant dans le domaine de la santé, et bien plus.

Ces mesures pourraient s'insérer dans le cadre de la Stratégie d'appui aux entrepreneurs issus des CLOSM, qui a été annoncée officiellement en décembre 2021, mais qui n'a pas encore été mis de l'avant par le gouvernement.

## Conclusion

Alors que le contexte politique, économique et social entourant les langues officielles au Canada est en pleine effervescence, que le pays a entamé des efforts de relance économique à la suite de la pandémie de la COVID-19 et après l'évitement de justesse d'une récession technique, le RDÉE Canada souhaite voir un plus grand essor en matière de prospérité économique et de renforcement des capacités des communautés francophones et acadiennes partout au pays. Cet essor sur plusieurs plans passe inévitablement par l'économie de la santé.

Il est crucial que l'économie francophone en contexte minoritaire, et particulièrement l'économie du secteur de la santé, participe encore plus activement à la création de la richesse nationale. Le RDÉE Canada propose ici des recommandations et des engagements clairs, et réaffirme sa volonté d'être le partenaire de choix du gouvernement dans ses responsabilités envers les communautés francophones et acadiennes. De plus, le RDÉE Canada invite la communauté d'affaires et le secteur privé à s'impliquer davantage dans le développement des affaires en français partout au Canada. Le potentiel d'affaires dans ces communautés est important, et des maillages entre le secteur privé et les collectivités permettraient certainement de créer des situations gagnantes. Que ce soit dans la pharmacutique, les biotechnologies, les centres de recherche et développement, les soins hospitaliers, les laboratoires, le secteur de l'enseignement supérieur dans les soins de santé, les cliniques médicales, les organismes de promotion des soins en français ou encore les associations professionnelles du milieu, diverses façons peuvent être envisagées afin de contribuer à un renforcement des structures d'appui à l'économie de la santé. La place du français au sein de ces diverses structures est impérative.

Le RDÉE Canada, par la force de sa présence dans chacune des provinces et des territoires via le réseau national, est en mesure de jouer un rôle pour assurer le succès du développement de nos communautés. De nombreuses actions sont déjà prises par notre organisation pour sensibiliser le monde des affaires aux avantages économiques du bilinguisme, pour former des alliances stratégiques et opportunes au travers du pays, et pour saisir les opportunités de développement avec les différents paliers gouvernementaux.

Nous serons en mesure de forger l'avenir de nos communautés avec ces actions et stratégies. Nous espérons que le Sénat du Canada, le gouvernement du Canada dans son ensemble, la société civile, le secteur de la santé et le milieu des affaires seront de la partie dans cette aventure.

## Bibliographie

Consortium national de formation en santé et Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, la reconnaissance des diplômés internationaux francophones en santé : un potentiel pour les communautés francophones en situation minoritaire au Canada, 2006 : <https://icrml.ca/fr/recherches-et-publications/publications-de-l-icrml/item/8398-la-reconnaissance-des-diplomes-internationaux-francophones-en-sante-un-potentiel-pour-les-communaut-es-francophones-en-situation-minoritaire-au-canada>

Fédération des communautés francophones et Acadiennes du Canada (FCFA du Canada), *Éviter le point de rupture : Des organismes francophones en santé pour des communautés en santé : Mémoire de positionnement présenté dans le cadre du renouvellement du Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028*, ISBN : 978-2-922742-58-9 |, 2023, 20 pages : <https://fcfa.ca/wp-content/uploads/2022/10/FCFA-Memoire-sur-la-sante-des-organismes-francophones-vf.pdf>

Gouvernement de l'Ontario, Ministère du Travail, de l'Immigration, de la Formation et du Développement des compétences, Salle de Presse, *L'Ontario élargit les voies d'accès pour les nouveaux arrivants travaillant dans le domaine de la santé*, Communiqué de presse, 4 juillet 2024, document électronique : <https://news.ontario.ca/fr/release/1004804/ontario-élargit-les-voies-d'accès-pour-les-nouveaux-arrivants-travaillant-dans-le-domaine-de-la-santé>

Hancock. T, *Économie écologique et santé publique : une entrevue avec le Dr Trevor Hancock*. Montréal, Québec : Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé, 2020, 39 pages, document électronique : [https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/2668\\_economie\\_ecologique\\_sante\\_publique\\_entrevue\\_trevor\\_hancock.pdf](https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/2668_economie_ecologique_sante_publique_entrevue_trevor_hancock.pdf).

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), Direction de la recherche sur les politiques, en collaboration avec Goss Gilroy Inc. (GGI), *Insertion professionnelle dans le domaine de la santé des personnes immigrantes francophones vivant en situation minoritaire*, Numéro de référence : Ci4-221/2021F-PDF 978-0-660-38567-9, mars 2020, 53 pages : [https://www.canada.ca/content/dam/ircc/documents/pdf/francais/organisation/rapports-statistiques/evaluations/R28-2019\\_Health\\_Fra.pdf](https://www.canada.ca/content/dam/ircc/documents/pdf/francais/organisation/rapports-statistiques/evaluations/R28-2019_Health_Fra.pdf)

Innovation, Sciences et Développement Économique Canada, Appareils médicaux : Profil industriel, Gouvernement du Canada, 7 février 2024, document électronique : <https://ised-isde.canada.ca/site/industries-canadiennes-sciences-vie/fr/appareils-medicaux/profil-industriel>

Innovation, Sciences et Développement Économique Canada (ISDE), Profil de l'industrie pharmaceutique, Gouvernement du Canada, 7 février 2024, document électronique : <https://ised-isde.canada.ca/site/industries-canadiennes-sciences-vie/fr/industries-biopharmaceutique-pharmaceutique/profil-lindustrie-pharmaceutique>

Institut canadien d'information sur la santé, *Tendances des dépenses nationales de santé, 2022 — analyse éclair*, 3 novembre 2022 : <https://www.cihi.ca/fr/tendances-des-depenses->

[nationales-de-sante-2022-analyse-eclair#:~:text=Les%20d%C3%A9penses%20totales%20de%20sant%C3%A9%20en%202022%20devraient%20augmenter%20de,moyenne%20de%204%20%25%20par%20ann%C3%A9e.](#)

Institut canadien d'information sur la santé, *Tendances des dépenses nationales de santé*, 2 novembre 2023 : <https://www.cihi.ca/fr/tendances-des-depenses-nationales-de-sante>

L'Académie canadienne des sciences de la santé, *Main d'oeuvre dans le secteur de la santé*, 4 avril 2023, documents multiples : <https://cahs-acss.ca/evaluation-des-ressources-humaines-en-sante-rhs/?lang=fr>.

L'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC), la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada et le Réseau de développement économique et d'employabilité du Canada (RDÉE Canada), Initiative de recherche au sein des communautés francophones en situation minoritaire pour une main-d'œuvre qualifiée dans les différents secteurs de l'économie canadienne : Le marché du travail des CFMS — Volumes I et II, DPM Research, 2022, documents électroniques : <https://rdee.ca/publications-du-rdee/recherche-et-analyse/>

Léger Consulting, *L'opinion des francophones hors Québec sur les entreprises et les services francophones*, juin 2020, document électronique : [https://rdee.ca/wp-content/uploads/RD%C3%89E-Canada\\_R%C3%A9sultats-sondage-francophones\\_juin-2020.pdf](https://rdee.ca/wp-content/uploads/RD%C3%89E-Canada_R%C3%A9sultats-sondage-francophones_juin-2020.pdf).

Ministère des finances, Budget de 2024 : Une chance équitable pour chaque génération, Gouvernement du Canada, 16 avril 2024 : <https://budget.canada.ca/2024/home-accueil-fr.html>

Patrimoine Canadien, Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028 : Protection-promotion-collaboration, document électronique, 6 mars 2024 : <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/services/langues-officielles-bilinguisme/plan-action-langues-officielles/2023-2028.html#a12j>

RDÉE Canada, *Livre blanc 2e édition : Prospérité renforcée pour le développement économique des communautés francophones et acadienne en situation minoritaire*, février 2023, 32 pages : <https://rdee.ca/wp-content/uploads/Livre-blanc-2e-edition.pdf>.

RDÉE Canada, *Investir, entreprendre, réussir : Survol des avantages économiques des communautés francophones et acadienne*, janvier 2020, 20 pages : [https://rdee.ca/wp-content/uploads/1578\\_RDEE\\_RapportEcono.pdf](https://rdee.ca/wp-content/uploads/1578_RDEE_RapportEcono.pdf)

RDÉE Canada en partenariat avec Le Conference Board du Canada, *Le Canada, le bilinguisme et le commerce*, juin 2021, document électronique : <https://cedec.ca/wp-content/uploads/2021/05/Le-Canada-le-bilinguisme-et-le-commerce.pdf>.

Recherche Canada, Get the Facts: Research in Canada is in Trouble, 2021, document électronique: <https://rc-rc.ca/get-the-facts-research-in-trouble/>

Santé Canada, *Rapport final : Perceptions des communautés de langue officielle en situation minoritaire : accès aux services de santé dans la langue officielle de son choix*, 2020, Léger Consulting, 169 pages, document électronique : [https://publications.gc.ca/collections/collection\\_2020/sc-hc/H14-348-2020-fra.pdf](https://publications.gc.ca/collections/collection_2020/sc-hc/H14-348-2020-fra.pdf)

RDÉE Canada et Pollara, Sondage RDÉE Canada/Pollara visant à dresser un portrait actuel des préoccupations et des perceptions des francophones en situation minoritaire au Canada, Juin 2024 : [https://rdee.ca/wp-content/uploads/Sondage\\_RDEE\\_Pollara\\_Juin2024.VP\\_.pptx.pdf](https://rdee.ca/wp-content/uploads/Sondage_RDEE_Pollara_Juin2024.VP_.pptx.pdf)

Statista, Private sector health expenditure on professional care in Canada by type from 2010 to 2023 (en anglais seulement), 2024, document électronique: <https://www.statista.com/statistics/436574/private-sector-health-spending-canada-on-professionals-by-type/>

Statistique Canada, *Connaissance et utilisation de la langue officielle minoritaire au travail par les travailleurs de la santé, 2001 à 2016*, le 10 mai 2021, No 89-657-X2021005, document électronique : <https://savoir-sante.ca/fr/regions/national/download/447/664/21?method=view>.

Statistique Canada, *Définir les entreprises des minorités de langue officielle*, 21 juillet 2022, produit 11-627-M, document infographique : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-627-m/11-627-m2022037-fra.htm>

Statistique Canada, *Entreprises dont au moins 50 % des propriétaires ont la langue officielle minoritaire comme première langue officielle parlée (2017)*, 21 mars 2023, produit 89-657-X, document infographique : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-657-x/2023007/mc-fra.htm>

Statistique Canada, *Le français chez les travailleurs de la santé au Canada hors Québec, 2001 à 2016 — ARCHIVÉ*, 12 juin 2024, document infographique : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/11-627-m/11-627-m2021027-fra.pdf?st=924HfzxM>.

Statistique Canada, *Les caractéristiques des propriétaires et des entreprises des minorités de langue officielle*, 21 juillet 2022, produit 11-627-M, document infographique : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-627-m/11-627-m2022038-fra.htm>

Statistique Canada, *Le Quotidien, Postes vacants, premier trimestre de 2024*, 18 juin 2024, document électronique : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/240618/dq240618a-fra.htm?HPA=1>

Statistique Canada, *Le Quotidien : Projections démographiques pour le Canada, les provinces et les territoires, 2023 à 2073*, 24 juin 2024 : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/240624/dq240624b-fra.htm>

## Annexes

**Tableau 1 : Liste des mesures en santé et enveloppes budgétaires associées contenues dans le PALO 2023-2028**

<b>Mesure</b>	<b>Montant budgétaire (sur 5 ans)</b>	<b>Pourcentage représentatif des dépenses totales du PALO 2023-2028</b>
Programme pour les langues officielles en santé	192,2 millions de dollars (dont une indexation de 8 millions par rapport au PALO précédent)	13,84 %
Soutien accru à la formation de ressources humaines en santé bilingues afin de mieux desservir les communautés de langue officielle en situation minoritaire	6,5 millions de dollars	0,47 %
Élargissement de la programmation en promotion de la santé en petite enfance	10,9 millions de dollars	0,78 %
Financement de base des organismes communautaires	62,5 millions de dollars	4,49 %
Soutien à la création et la diffusion d'information scientifique en français	8,5 millions de dollars	0,61 %

**Tableau 2 : Professions principales des personnes pouvant soutenir une conversation en français âgés de 15 ans et plus ayant travaillé dans le secteur des services de santé depuis le 1er janvier 2025, habitant dans les communautés francophones en situation minoritaire, selon la province ou le territoire**

**Tableau 25 : Professions principales des personnes pouvant soutenir une conversation en français âgées de 15 ans et plus ayant travaillé dans le secteur des services de santé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, habitant dans des CFSM, selon la province ou le territoire**

	NL	PE	NS	NB	ON	MB	SK	AB	BC	Terr.	Total
3012 Infirmiers autorisés et infirmiers psychiatriques autorisés	90	45	720	3 560	8 505	865	335	2 250	1 955	85	18 410
3413 Aides-infirmiers, aides-soignants et préposés aux bénéficiaires	45	65	445	2 995	4 990	710	170	1 015	595	25	11 055
3112 Omnipraticiens et médecins en médecine familiale	65	-	265	470	3 970	290	85	810	950	55	6 960
3111 Médecins spécialistes	70	25	265	410	3 675	250	120	825	1 055	5 à 10	6 705
1414 Réceptionnistes	5 à 10	5 à 10	105	430	2 135	135	55	435	455	5 à 10	3 780
1243 Adjointes administratifs médicaux	-	5 à 10	140	1 195	1 820	115	30	235	200	5 à 10	3 755
1411 Employés de soutien de bureau généraux	-	5 à 10	105	485	1 790	125	20	295	285	-	3 115
3233 Infirmiers auxiliaires	-	-	175	1 040	1 340	35	40	295	180	-	3 105
4212 Travailleurs des services sociaux et communautaires	-	25	105	340	1 515	185	55	405	330	10 à 15	2 970
3142 Physiothérapeutes	25	-	100	245	1 405	160	35	345	370	-	2 685

Source : Demande de données personnalisées soumise à Statistique Canada (2021).

Notes : L'analyse utilise la population âgée de 15 ans et plus ayant travaillé à un moment donné entre le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et la date du recensement. Les cellules ombragées indiquent les provinces et les territoires où cette profession ne figure pas sur la liste des dix professions principales.

**Source :** L'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC), la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada et le Réseau de développement économique et d'employabilité du Canada (RDÉE Canada), Initiative de recherche au sein des communautés francophones en situation minoritaire pour une main-d'œuvre qualifiée dans les différents secteurs de l'économie canadienne : Le marché du travail des CFSM — Volumes I DPM Research, 2022, page 48 documents électroniques: <https://rdee.ca/publications-du-rdee/recherche-et-analyse/>.